

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Fourniture d'un spectromètre de masse  
reconditionné pouvant réaliser des mesures de masse  
en haute résolution.**

---

N° du CCAP : 24FSA039

**Université Grenoble Alpes**  
Institut de Chimie Moléculaire de Grenoble  
Bâtiment Nanobio,  
570 rue de la chimie  
1er étage salle 131  
38610 Gières

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
2 - Pièces contractuelles .....	3
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	3
4 - Protection des données à caractère personnel .....	4
5 - Durée et délais d'exécution .....	4
5.1 - Délai d'exécution .....	4
6 - Prix .....	4
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	4
6.2 - Modalités de variation des prix .....	4
7 - Garanties Financières .....	4
8 - Avance .....	4
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	5
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	5
9 - Modalités de règlement des comptes .....	5
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	5
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	5
9.3 - Délai global de paiement .....	6
9.4 - Paiement des cotraitants .....	6
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	7
11 - Développement durable .....	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	8
12.1 - Vérifications .....	8
12.2 - Décision après vérification .....	8
13 - Garantie des prestations .....	8
14 - Maintenance .....	8
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	9
16 - Pénalités .....	9
16.1 - Pénalités de retard .....	9
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	9
17 - Assurances .....	10
18 - Résiliation du contrat .....	10
18.1 - Conditions de résiliation .....	10
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	10
19 - Règlement des litiges et langues .....	10
20 - Dérogations .....	10

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Fourniture d'un spectromètre de masse reconditionné pouvant réaliser des mesures de masse en haute résolution.

#### Contexte du marché

L'Institut de Chimie Moléculaire de Grenoble désire acquérir un spectromètre reconditionné pour sa Plateforme de Spectrométrie de Masse (PSM). Ce spectromètre qui doit pouvoir déterminer la masse de composés avec une haute résolution et une grande précision, sera également utilisé par une équipe de l'Institut de Planétologie et d'Astrophysique de Grenoble (IPAG) en remplacement d'un spectromètre LTQ Orbitrap XL devenu obsolète.

Lieu(x) d'exécution :

Institut de Chimie moléculaire de Grenoble  
Bâtiment Nanobio,  
570 rue de la chimie  
1er étage salle 131  
38610 Gières

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots en application de l'article L.2113-11 du code de la commande publique. L'acheteur estime que l'homogénéité des besoins du présent marché conduit à l'absence de lots.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Cadre de réponse portant sur :
  - La puissance de la résolution de l'appareil
  - L'âge de l'appareil
  - La durée de la disponibilité des pièces détachées
  - Le délai de livraison
  - Le service après-vente
  - La performance environnementale de l'offre
- Fiche technique du matériel proposé
- Fiche descriptive du contenu de la maintenance curative (en cas de rétention de la PSE qui la concerne).

En cas de contradiction entre une ou plusieurs clauses contenues dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations,

documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Délai d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Le délai de livraison est de 8 semaines maximum, sous réserve d'un délai différent mentionné dans l'acte d'engagement.

Le contrat débute à sa notification et se termine à la fin de la durée du service après-vente ou de la maintenance curative, en cas de prolongement de sa durée.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. Le prix stipulé intègre :

- Tous les frais liés au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, le déballage, à l'installation, à la garantie, et à la maintenance préventive (et curative le cas échéant).
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.
- Tous les frais liés à l'exécution des prestations figurant dans le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières.

### 6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

## **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

L'avance est calculée sur la base du montant du matériel hors maintenance curative.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

## **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **9 - Modalités de règlement des comptes**

## **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le titulaire perçoit un acompte égal à 60% du montant global et forfaitaire, augmenté le cas échéant du montant de la prestation supplémentaire éventuelle ou des prestations supplémentaires éventuelles relative aux sources (APCI et APPI, en cas de rétention de celles-ci ou seulement de l'une d'elle), à la livraison du matériel.

En cas d'admission des prestations, le titulaire perçoit le solde de 40%.

En cas de rétention de la prestation supplémentaire éventuelle relative à 3 ans de maintenance curative, le montant de celle-ci est payé à terme à échoir à l'expiration de la durée de la maintenance préventive.

## **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les

factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture  
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Le titulaire informe le pouvoir adjudicateur de la date et l'heure de livraison. Le lieu de livraison ne présente aucune contrainte en termes d'accessibilité.

Le matériel est livré à l'adresse suivante :

**Institut de Chimie Moléculaire de Grenoble**  
**Bâtiment Nanobio,**  
**570 rue de la chimie**  
**1er étage salle 131**  
**38610 Gières**

### Mesures d'hygiène et de sécurité à respecter en cas d'intervention sur site :

Toute personne (titulaire, cotraitant, sous-traitant, livreur...) intervenant en cours d'exécution du contrat notamment lors de la livraison du matériel, de l'installation, de la formation du personnel ou encore du fait de l'exécution des clauses de garantie ou de maintenance doit respecter les préconisations sanitaires gouvernementales applicables au moment de l'exécution des prestations.

Par ailleurs, toutes les mesures sanitaires complémentaires qui seraient imposées par l'Université Grenoble Alpes devront impérativement être respectées par les personnes citées ci-dessus, notamment le port du masque et de gants lorsque ceux-ci sont rendus obligatoires par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est invité à contacter le représentant du pouvoir adjudicateur avant de se rendre dans les locaux au titre de l'exécution du marché afin de connaître les éventuelles mesures sanitaires complémentaires exigées par l'Université.

En cas de non-respect des préconisations et mesures sanitaires mentionnées ci-dessus, l'Université Grenoble-Alpes se réserve le droit de refuser l'accès à ses locaux ou d'exiger que ceux-ci quittent les locaux sans délai. Tout frais supplémentaire qui en découlera (ex : durée de stockage supplémentaire, déplacement, hébergement...) sera exclusivement supporté par le titulaire.

### Installation du matériel

L'installation du matériel a lieu dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date de livraison. La mise en service du matériel est effectuée le jour de l'installation.

### Couplage de l'appareil

En cas de couplage de l'appareil avec l'UHPLC de l'IPAG, le titulaire y procède le jour de l'installation de l'équipement.

### Formation du personnel :

Le titulaire assure une formation de 2 jours pour 3 personnes environ en langue française. Ladite formation est dispensée par le titulaire dans un délai maximum de 15 jours maximum à compter de l'installation et de la mise en service du matériel. Le formateur est une personne qualifiée maîtrisant tous les aspects de l'utilisation du matériel. La formation porte sur l'utilisation du matériel et sa maintenance courante.

## **11 - Développement durable**

Les obligations en matière de développement durable sont définies à l'article 10 du présent cahier des clauses administratives particulières et, le cas échéant, dans le cadre de réponse.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées dans un délai de 60 jours à compter de la formation, dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS, et par dérogation à l'article 27.3 et au délai mentionné à l'article 28.2.

### **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **13 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

En cas de panne, le titulaire procède au diagnostic sur place ou à distance. Le délai d'intervention sur site en cas de panne est maximum de 10 jours ouvrés à compter de la notification du problème au titulaire.

La demande d'intervention peut être faite par téléphone, confirmée par courrier électronique.

## **14 - Maintenance**

### **Maintenance préventive.**

Le titulaire exécute pendant 1 an des prestations de maintenance préventive dont le point de départ est l'expiration du délai de la garantie.

Au titre de la maintenance préventive, le titulaire procède aux mises à jour du logiciel utilisé par le matériel et procède à tout examen visant à s'assurer de l'état de fonctionnement du matériel. Les prestations ainsi visées sont effectuées 1 fois au cours de l'année d'exécution de la maintenance préventive sur demande du pouvoir adjudicateur.

Les stipulations de l'article 32 du CCAG fcs ne dérogeant pas aux présentes stipulations s'appliquent.

### **Prestation supplémentaire éventuelle**

### **Maintenance curative.**



En cas de rétention par le pouvoir adjudicateur de la prestation supplémentaire éventuelle relative à la maintenance de 3 ans, le titulaire exécute des prestations de maintenance curative dont le point de départ est l'expiration de la durée de la maintenance préventive.

Au titre de la maintenance curative, le titulaire procède aux réparations du matériel suite aux pannes consécutives à son utilisation. Le contenu de la maintenance curative est complétée par la fiche descriptive relative à la maintenance curative fournie par le titulaire.

Les interventions peuvent avoir lieu sur place ou distance. Le prix de la maintenance curative intègre tous les coûts de réparation (main d'œuvre, pièces détachées...).

Les stipulations de l'article 32 du CCAG fcs ne dérogeant pas aux présentes stipulations s'appliquent.

#### **Service après-vente**

Le titulaire met à la disposition du pouvoir adjudicateur pendant 5 ans à compter de l'admission des prestations un service d'assistance téléphonique destiné à le conseiller et à le dépanner en cas de problème d'utilisation ou de fonctionnement de l'appareil. Ce service est accessible sur la période minimale suivante : du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 hors jours fériés et chômés.

Les présentes stipulations sont complétées par l'offre du titulaire exprimée dans le cadre de réponse.

## **15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Sans objet.

## **16 - Pénalités**

### **16.1 - Pénalités de retard**

En cas de non-respect des délais de livraison, d'installation, de formation, le titulaire encourt, par semaine de retard, après mise en demeure préalable non suivie d'effet, une pénalité égale à 2,5% du montant du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités ne peut excéder 20% du montant global du marché.

### **16.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.

1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services